

<i>Valeur nu-basculé centre de collecte</i>	58.300
4 Manutention loyer magasin acheteur agréé	450
5 Transport chemin de fer	1.075
	1.525

<i>Valeur nu-basculé Lomé</i>	59.825
6 Sacherie (14 1/4 sacs à 90)	1.283
7 Amortissement de sac 10%	128
8 Entrée et sortie magasin Lomé	250
9 Déchets 0,50% V.N.B.	299
10 Loyer magasin Lomé	200
11 Financement 7% pour 3 mois VLM	1.149
12 Frais généraux fixes	2.500
	5.809

<i>Valeur loco-magasin Lomé</i>	65.634
13 Transit (y compris voie locale)	1.031
14 Commission acheteur agréé 3% sur (VLM + Transit)	2.000
	3.031

*Valeur à facturer à l'O.P.A.T.* 68.665

**DECRET** No 66-171 du 20-10-66 portant création de tribunaux coutumiers de première instance.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu la loi no 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire;

Vu le décret no 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi no 61-17 du 12 juin 1961 susvisée;

Vu le décret no 62-36 du 21 février 1962 portant création de tribunaux coutumiers de première instance;

Vu le décret no 63-75 du 4 juillet 1963 portant création de tribunaux coutumiers de première instance, et modifiant le décret no 62-36 du 21 février 1962;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice;  
Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

Article premier — Il est créé par le présent décret et conformément aux dispositions de la loi du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire, deux tribunaux coutumiers de première instance dont le siège et le ressort sont fixés ci-après :

1°) — Tribunal coutumier de première instance de Niamtougou ayant son siège à Niamtougou et comme ressort la circonscription administrative de Niamtougou.

2°) — Tribunal coutumier de première instance de Bassari ayant son siège à Bassari et comme ressort la circonscription administrative de Bassari.

Art. 2 — Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 5 du décret no 62-36 du 21 février 1962 sont modifiées comme suit :

— Tribunal coutumier de première instance ayant son siège à Sokodé et dont le ressort est celui de la circonscription administrative de Sokodé.

Art. 3 — Les dispositions de l'article premier, alinéa 1 du décret no 63-75 du 4 juillet 1963 sont ainsi modifiées :

— Tribunal coutumier de première instance ayant son siège à Lama-Kara et dont le ressort, qui est celui de la circonscription administrative de Lama-Kara, s'étend provisoirement aux circonscriptions administratives de Pagouda et Bafilo.

Art. 4 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 20 octobre 1966

N. Grunitzky

**DECRET** No 66-173 du 21-10-66 portant dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret no 64-136 du 17 septembre 1964 portant organisation de l'Ecole nationale d'administration.

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la constitution du 5 mai 1963;

Vu le décret no 64-136 du 17 septembre 1964 portant organisation de l'Ecole nationale d'administration;

Sur proposition du ministre de la fonction publique;

Le conseil des ministres entendu,

#### DECRETE :

Article premier — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 du décret no 64-136 du 17 septembre 1964, seront autorisés à se présenter au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration les candidats remplissant l'une des conditions suivantes :

##### A — Candidats étudiants

a) Avoir réussi à l'examen probatoire de l'enseignement secondaire (ancienne 1<sup>re</sup> partie du baccalauréat);

b) Ou bien avoir obtenu, en cas d'échec à l'examen probatoire précité, la moyenne générale de 10 au cours de leur année scolaire en classe de 1<sup>re</sup>;

c) Ou bien avoir obtenu le diplôme de l'Ecole commerciale du centre d'enseignement technique de Lomé.

##### B — Candidats fonctionnaires des cadres C et D Agents permanents ou agents contractuels

Justifier de 3 ans au moins de services effectifs et être autorisés à se présenter au concours par décision du ministre de la fonction publique après examen de leur candidature par une commission composée comme suit :

**Président :**

Le directeur de la fonction publique —

**Membres :**

Un représentant du ministre de l'éducation nationale —

Le chef du service de la planification de l'emploi au haut commissariat au plan.

Art. 2 — Le ministre de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 21 octobre 1966

N. Grunitzky

**DECRET** N° 66-182 du 26-10-66 portant nomination d'un juge de paix.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;

Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 susvisée ;

Vu le décret n° 66-171 du 20 octobre 1966 portant création de tribunaux coutumiers de première instance ;

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

**D E C R E T E :**

Article premier — M. Awanyoh Loujs, attaché, d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, diplômé de l'institut des hautes études d'outre-mer, section judiciaire, est nommé juge de paix dans le ressort de la cour d'appel.

Art. 2 — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 26 octobre 1966

N. Grunitzky

**DECRET** N° 66-183 du 29-10-66 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du karité et les conditions d'intervention de l'Office des Produits Agricoles du Togo pour la récolte 1966-67.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la constitution du 5 mai 1963 ;

Vu la loi n° 64-9 du 22 juin 1964 portant création de l'office des produits agricoles du Togo ;

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du tourisme ;

Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité de la récolte 1966-67 est fixée au 17 octobre 1966.

Art. 2 — Les prix d'achat au producteur des amandes de karité de la dite récolte sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre de Dapango } 7 francs le kilogramme  
" de Mango }

Centre de Lama-Kara } 9 francs le kilogramme  
" de Bassari }

Centre de Sokodé 10.50 francs le kilogramme.

Art. 3 — Par application du barème des frais de commercialisation ci-joint, la valeur à facturer à l'office des produits agricoles du Togo est fixée à 19.787 frs cfa la tonne.

Art. 4 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage.

Lomé, le 29 octobre 1966

*Le Président de la République,*

Pour le Président de la République absent :

*Le Vice-Président,*

A. Méatchi

**CAMPAGNE D'ACHAT DES AMANDES DE KARITE***Barème 1966-67**francs cfa la tonne**Prix d'achat au producteur centre Sokodé 10.500*

1 Commission manutention acheteur produit	1.000
2 Transport brousse à Blitta	2.000
3 Transit Blitta	300
	3.300

*Valeur sur wagon Blitta 13.800*

4 Chemin de Fer (y compris voie locale)	806
-----------------------------------------	-----

*Valeur nu-basculé Lomé 14.606*

5 Frais généraux forfait	600
6 Intérêts et agios 7% 4 mois sur VLM	407
7 Manutention	350
8 Sacherie (13 1/3 sacs à 90)	1.200
9 Usure sacherie 10%	120
10 Loyers magasin	150

2.827

*Valeur loco-magasin Lomé 17.433*

11 Déchets 3% sur VLM	523
12 Transit mise à bord (y compris voie locale)	1.031
13 Commission acheteur agréé forfait	800
	2.354

*Valeur à facturer à l'O.P.A.T. 19.787*